



## Lettre n° 154 du 30 août 2020

### Au sommaire :

- **Face à la démagogie sanitaire et sécuritaire du gouvernement, préparons la riposte du monde du travail et de la jeunesse** - *Laurent Delage*
- **Un programme pour le monde du travail face à la débâcle annoncée du capitalisme. Éléments de discussion.** - *Yvan Lemaitre*

## Face à la démagogie sanitaire et sécuritaire du gouvernement, préparons la riposte du monde du travail et de la jeunesse

Dans cette rentrée inédite, où l'inquiétude face à la situation sociale comme la colère face à l'incurie de ceux qui nous dirigent sont profondes, le gouvernement n'en finit pas de réalimenter la crainte de l'épidémie, au point même de décaler l'annonce du « plan de relance » au 3 septembre au nom de la « défense sanitaire » !

La Direction Générale de la Santé annonce une épidémie « exponentielle », alors que l'augmentation du nombre de cas correspond pour l'essentiel à l'augmentation importante du nombre de tests ces dernières semaines. Si le virus semble circuler davantage à la fin des congés, l'absence de tests massifs dès le début de la pandémie ne permet de tirer aucune analyse précise sur la réalité de l'épidémie. Mais qu'importe, à défaut d'une véritable politique de santé, le pouvoir continue de confondre politique sanitaire et politique policière.

Après avoir déclaré les masques inutiles au début, le gouvernement en rajoute maintenant avec l'obligation de les porter en extérieur. Il souffle le chaud et le froid, créant des confusions sur ses propres directives. Comme le dit un chef de service des maladies infectieuses : « Il y a zéro cluster dehors. Alors qu'en intérieur c'est absolument indispensable, cela fait longtemps qu'il n'aurait pas dû y avoir d'exception. Les autorités sous-réagissent sur certains points et sur-réagissent sur d'autres, personne n'y comprend rien ».

Dans l'Éducation Nationale, Blanquer annonce une rentrée « normale », avec port du masque obligatoire à partir du collège. Par contre, pas question de fournir les masques gratuitement, « une fourniture comme une autre » d'après le ministre, balayant d'un revers de main le coût prohibitif des masques pour un grand nombre de familles. Quant au protocole prévu, très allégé, il ne dit rien des questions de cantine, de non-brassage des groupes, des modalités de confinements en cas de contagion, etc. Rien n'est prêt pour cette rentrée, mais qu'importe, il faut gar-

der les enfants à tout prix pour que les parents aillent travailler, voilà la seule urgence !

Quant au port du masque obligatoire dès le 1er septembre dans les entreprises, il a suscité quelques réactions au Medef. Pour les patrons, pas de contingents de flics ni d'amendes, pas de renforcement des contrôles, Castex leur a promis « qu'il y aura la place pour des solutions pragmatiques ».

La rigueur sanitaire est à géométrie variable, bien plus guidée par les intérêts privés que par les exigences sanitaires. En réalité, l'incurie face à la pandémie se poursuit. Les services de réanimations manquent toujours de moyens et de personnels. La situation des Ehpad, où de nouveaux clusters sont apparus au mois d'août, est encore plus critique que lors de la première vague. Quant à la question du vaccin, les gouvernements s'avèrent incapables d'imposer une coopération réelle, la recherche reste prisonnière de la concurrence des multinationales de la pharmacie et de leur soif de profits.

### Jeunes, immigrés, classes dangereuses... cibles des surenchères réactionnaires

Incapables de faire face tant à la pandémie qu'à la faillite de leur système, gouvernement et patronat créent un climat d'inquiétude, de panique qui se traduit par des tensions de plus en plus fortes. Durant l'été, les déclarations n'ont pas manqué pour stigmatiser la jeunesse, qualifiée « d'irresponsable », après les « débordements » des supporters du PSG.

De même, Darmanin instrumentalise le moindre fait divers, comme à Grenoble ou St Dizier, pour dénoncer l'« ensauvagement » de cette même jeunesse. Ces termes, repris à l'extrême-droite, sont là précisément pour flatter les préjugés racistes, attirer l'électorat le plus réactionnaire.

LREM, LR, RN, sont dans une surenchère réactionnaire permanente, obsédés par leurs calculs de pouvoir. C'est ce contexte qui, quelles que soit les condamnations des uns et des autres, crée le terrain à la crapulerie, aux insultes racistes proférées à l'encontre de notre camarade Danièle Obono par le torchon d'extrême-droite *Valeurs Actuelles*.

En créant ce climat sécuritaire et autoritaire Macron espère reprendre la main, paniqué par la crainte d'explosions sociales en réponse à leur propre offensive contre les classes populaires, les travailleurs, les jeunes.

### **« Plan de relance » de l'offensive du gouvernement et du patronat**

Si le gouvernement a décalé l'annonce officielle de son « plan de relance », Castex en a dévoilé l'essentiel à la rencontre annuelle du Medef, baptisée « *Renaissance des entreprises* » sur le très chic hippodrome de Longchamp. L'essentiel des 100 milliards annoncés ira au patronat et aux actionnaires, à croire que les salaires se portent bien et que les inégalités sociales sont inexistantes !

Le chômage partiel avec paiement intégral par l'Etat des 84 % du salaire net est maintenu jusqu'au 1er novembre au lieu du 1er octobre. Les impôts de production vont baisser de 10 milliards et la taxation foncière des bâtiments industriels devrait être divisée par deux à partir de 2021. A cela s'ajoute la prime à l'embauche d'un jeune de moins de 26 ans, jusqu'à 4 000 euros pour tout contrat conclu avant le 31 janvier 2021, même en CDD. Quant aux contreparties de cette politique censée créer des emplois, elles sont inexistantes : il n'y aura pas d'« *obligations nouvelles qui casseraient la confiance* » !

Mais la politique de Castex ne se borne pas aux cadeaux aux entreprises. Il vient aussi mener la campagne des patrons, sur le temps de travail, sur les retraites, le chômage, la baisse des salaires !

Les grands groupes de l'hôtellerie, André, Courtepaille, Alinéa, après l'aéronautique et l'automobile annoncent des licenciements ou des fermetures. Selon la Dares, 228 plans ont été lancés entre le 1er mars et le 20 août, soit trois fois plus qu'en 2019 sur la même période. Cela représente près de 50 000 suppressions de postes qui s'ajoutent aux centaines de milliers d'intérimaires, CDD, précaires qui ont déjà perdu leur travail. Sans compter que les mesures de chômage partiel masquent encore la profondeur de la crise.

Les classes possédantes sont à l'offensive contre le monde du travail pour tenter de sauver les profits. Tous les moyens sont bons, à commencer par les APC, ces accords collectifs de chantage à l'emploi permettant d'augmenter le temps de travail ou de baisser les salaires.

D'autres mauvais coups sont à venir. Castex a confirmé le report au 1er janvier 2021 de l'entrée en vigueur de la réforme de l'assurance-chômage. Concernant les retraites, il renvoie la discussion sur le déficit fin septembre, annonçant déjà sa volonté de s'en prendre au montant des pensions, à l'âge de départ ou au taux de prélèvement... Pour les travailleurs, il n'y a pas « d'argent magique », comme les milliards trouvés pour subventionner les profits !

### **Le 12, le 17 septembre, sortons du confinement, préparons la riposte**

Face à l'offensive des capitalistes et du gouvernement, comme face à la surenchère réactionnaire qui en découle, le monde du travail et la jeunesse ne peuvent compter que sur leurs luttes et leur généralisation.

Le 12 septembre, les Gilets Jaunes appellent à reprendre la rue. Le 17 septembre, la CGT, Solidaires, la FSU et les syndicats lycéens et étudiants appellent à la grève interprofessionnelle. « *Une rupture profonde s'impose !* » titre le communiqué d'appel commun. Mais cela commence par une rupture avec le « dialogue social » dans lequel Castex voudrait enfermer les travailleurs et que nous vantaient les directions syndicales en juillet. Cela commence par appeler les travailleurs à s'emparer de toutes ces dates pour mener une même lutte des classes contre le capitalisme, ses institutions.

Après ces mois de confinement, il nous faut retisser les liens, retrouver les interpros, les collectifs de militants, les équipes syndicales qui ont travaillé ensemble et se sont constitués durant la lutte des retraites. Ces collectifs se sont politisés durant la grève ou les blocages, mais aussi durant ce confinement traduisant la faillite du système. Aujourd'hui, ils se retrouvent pour préparer le 12 et le 17 septembre, s'adresser aux travailleurs confrontés aux licenciements, à la précarité, dans les quartiers populaires...

L'élargissement et l'approfondissement de la mobilisation passe par la prise en main de la lutte par les travailleurs eux-mêmes et une politique de « rupture profonde » avec le dialogue social et la politique du gouvernement et du patronat.

*Laurent Delage*

## **Un programme pour le monde du travail face à la débâcle annoncée du capitalisme. Éléments de discussion.**

**E**n cette rentrée, le Covid-19 continue de se propager et de mettre à nu l'incurie des classes dominantes prises entre la panique devant la pandémie et leur panique

devant la catastrophe économique annoncée. La loi du profit et de la concurrence démultiplie les dangers que présente la pandémie. La faillite globale du capitalisme se

révèle dans toute son ampleur engendrant dans le même temps une exacerbation des tensions et des contradictions de classes, terreau des prochaines mobilisations en réponse à l'offensive globale des capitalistes et de leurs États pour tenter d'éviter leur faillite.

Le décalage entre les menaces que fait peser sur l'humanité et la planète la politique aveugle des classes capitalistes, le mécontentement, la révolte qui explosent aux quatre coins du monde et le niveau de conscience et d'organisation des classes exploitées est flagrant.

Face à ce manque de perspectives, il y a un besoin impérieux de construire la convergence et la cohérence politique de tous les mécontentements, de toutes les colères et révoltes, de toutes les mobilisations, de toutes les luttes. C'est une tâche politique qui a besoin d'un outil, d'un programme pour le monde du travail qui serait largement discuté entre les différents courants révolutionnaires comme avec les militant.e.s des luttes, des interpros et avec l'ensemble des travailleurs. Il s'agit de formuler une appréciation de la nouvelle époque et des implications stratégiques, programmatiques qui en découlent à partir des mobilisations concrètes.

Ce travail devra surmonter bien des embûches au regard des divisions et de la dépolitisation ambiante, mais il est d'autant plus indispensable de l'engager. En effet, les mouvements qui depuis 2011 contestent et secouent le capitalisme, leurs limites et difficultés attestent qu'aujourd'hui la crise de l'humanité se résume à la crise du projet révolutionnaire, du socialisme et du communisme, la crise programmatique du mouvement ouvrier. Le mouvement anticapitaliste et révolutionnaire dans son ensemble serait incapable de répondre aux besoins du moment s'il ne surmontait pas cette crise, au demeurant, sa propre crise, source de ses divisions et paralysies.

### **Prendre la mesure de l'ampleur, du caractère inédit, historique de la faillite en cours**

La pandémie a été d'abord le révélateur de l'incurie des classes dominantes, de leurs États face à la crise sanitaire, révélateur aussi de leur incapacité à faire face à ses conséquences économiques et sociales. Et cela du fait de la politique qu'elles mènent depuis plusieurs décennies qui sacrifie les services publics, en premier lieu celui de la santé, à la course à la rentabilité financière et à la compétitivité. Du fait aussi de leur incapacité à passer outre aux prérogatives de la propriété privée capitaliste pour procéder aux mesures de réquisitions qu'imposait la situation, en particulier en France. Elle a été aussi le déclencheur et l'accélérateur d'une débâcle économique jusqu'alors latente et annoncée dont personne n'est encore en mesure d'anticiper l'ampleur ni les ravages.

La pandémie est elle-même le produit des bouleversements des rapports entre la société humaine et la nature engendrés par la mondialisation économique. Elle participe de la crise écologique à laquelle l'humanité est confrontée.

Un temps, elle a pu servir aux politiciens à tenter de masquer les véritables mécanismes de la débâcle et leur propre responsabilité mais le déroulement du déconfinement comme la politique des États et des banques centrales, les plans de relance, visant à sauvegarder le capital contre les populations désignent les responsabilités.

Le caractère pourrissant, la décomposition du capitalisme mondialisé, le parasitisme de la finance, la mondialisation armée dont Trump est l'expression la plus achevée se révèlent à la face du monde. La propriété privée permet à une infime minorité d'accaparer des richesses toujours plus considérables, les besoins sociaux et démocratiques les plus élémentaires se heurtent aux exigences de la rentabilité, de la baisse du coût du travail, à la dictature des marchés.

Il s'agit non seulement de refuser de payer les frais de leur crise mais de mettre en place, d'imposer les mesures sociales, la réorganisation de l'économie capables de répondre à la catastrophe en cours. Dans les consciences, l'idée que l'on ne peut compter que sur les moyens de la lutte des classes pour imposer nos besoins fondamentaux face à l'aristocratie financière fait son chemin.

« *Ce qui distingue l'époque actuelle, ce n'est pas qu'elle affranchit le parti révolutionnaire du travail prosaïque de tous les jours, mais qu'elle permet de mener cette lutte en liaison indissoluble avec les tâches de la révolution.* » écrivait Trotsky dans le *Programme de transition*. Il nous faut donner un contenu pratique et militant à cette idée dans un contexte radicalement nouveau.

### **« La crise historique de l'humanité » ou la crise du projet révolutionnaire, socialiste et communiste**

Le plus souvent, au sein du mouvement trotskyste, quand on aborde la question programmatique, la discussion porte sur l'actualisation ou la réécriture du Programme de transition pour ceux qui ne le considèrent pas comme indépassable. En réalité, une telle approche reste dominée par le passé dans le même sens que de vouloir construire ou reconstruire la Quatrième Internationale. Les conditions historiques qui ont prévalu à leur origine comme celles et ceux qui en ont été les acteurs appartiennent au passé. Nous sommes contraints de faire du neuf tout en nous appropriant l'expérience, la méthode, les acquis qu'ils représentent qui sont, par contre, eux, bien vivants.

La première phrase du *Programme de transition* dit : « *La situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat.* » Cette phrase répondait à une situation qui combinait la crise économique mondiale et la course à la guerre, « *l'agonie du capitalisme* » selon la formule de Trotsky, avec la dégénérescence du premier État ouvrier de l'histoire, la victoire de la contre-révolution stalinienne qui n'avait pu cependant étouffer la perspective révolutionnaire bien vivante dans la conscience de larges

masses. Résumant de façon concentrée la contradiction fondamentale à l'œuvre, Trotsky écrivait : « *La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire.* »

Aujourd'hui, nous pouvons dire qu'après des décennies de recul politique du mouvement ouvrier, la crise de l'humanité se réduit à la crise du programme révolutionnaire, socialiste et communiste.

Nous sommes engagés dans une période radicalement différente qui voit le prolétariat et les classes populaires, les femmes et la jeunesse reprendre l'offensive mais politiquement désarmés. Le travail qui est devant nous s'inscrit dans notre propre histoire, travail de réflexion et de re-élaboration autour de deux contraintes, expliquer et comprendre les échecs passés pour tracer les perspectives à venir. Il doit répondre aux besoins d'aujourd'hui tout en reprenant la méthode et les objectifs définis par Trotsky : « *La tâche stratégique de la prochaine période — période pré-révolutionnaire d'agitation de propagande et d'organisation — consiste à surmonter la contradiction entre la maturité des conditions objectives de la révolution et la non-maturité du prolétariat et de son avant-garde (désarroi et découragement de la vieille génération et manque d'expérience de la jeune). Il faut aider les masses dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de revendications transitoires, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat.* »

### **Comprendre le passé pour penser l'avenir**

Le poids du passé, des échecs, des reniements et trahisons pèse lourd sur les consciences non seulement de militants mais du monde du travail et de la jeunesse. La contre-révolution stalinienne a permis à des régimes nationalistes dictatoriaux de tenter de subjuguier les masses au nom de l'anti-impérialisme et du communisme qui prennent aujourd'hui le visage de Xi Jinping et Kim Jong Un alors qu'ici les vieux partis issus du mouvement ouvrier sont un champ de ruines après s'être intégrés aux institutions bourgeoises.

La perspective de la transformation révolutionnaire de la société gagnera de l'influence si elle est capable et d'expliquer les échecs passés et de démontrer que ce que Trotsky appelait « *les prémisses objectives de la révolution socialiste* » ont atteint un degré de maturité qui rend à nouveau possible ce qui a échoué hier.

Notre programme n'est pas une idéologie idéaliste fondée sur la seule conscience et la seule volonté ou le rôle mythique d'un parti révolutionnaire ou de minorités d'avant-garde. Il prend appui sur les réalités des évolutions objectives, des conditions historiques, économiques et sociales, les rapports de force. Il formule en perspective politique l'issue, le dépassement des contradictions à

l'œuvre dans la société capitaliste, au premier rang d'entre elles la contradiction entre la socialisation, la mondialisation croissantes de l'économie et des échanges en conflit avec la propriété privée capitaliste financière.

Ces contradictions sont exacerbées alors qu'une classe ouvrière internationale puissante a émergé.

Ainsi, discuter des perspectives ouvertes par la nouvelle époque, c'est s'ouvrir à une nouvelle génération, à la jeunesse pleinement engagée dans son temps qui émerge ici depuis 2016 ou à travers le monde depuis 2011. Plutôt que de faire peser sur sa conscience le poids des échecs du passé, nous devons l'aider à prendre conscience des possibilités nouvelles, de ses propres possibilités et capacités, l'aider à penser son propre avenir. Alors que la période de la vieille génération soixante-huitarde a cédé la place à une nouvelle période, l'avenir dépend de la nouvelle génération qui s'est formée dans un contexte radicalement différent. L'aider à prendre les affaires en main, c'est avec elle imaginer la suite, les jours d'après, l'avenir. Il nous faut écrire notre continuité politique à travers la rupture de période.

### **Pas de réponse sans l'intervention directe des travailleurs et de la population**

Contrairement à une compréhension que l'on rencontre parfois, la démarche transitoire ne consiste pas à faire le pont entre réforme et révolution. Dans cette logique, toute victoire partielle permettant des réformes qui améliorent les droits et conditions d'existence et de travail serait un pas qui préparerait la possibilité révolutionnaire. Une telle compréhension retourne aux conceptions social-démocrates, programme minimum et programme maximum, la lutte pour les réformes aujourd'hui et la révolution, un jour peut-être...

La démarche transitoire construit le pont entre les besoins, les revendications et les luttes quotidiennes et la lutte révolutionnaire pour le pouvoir. Elle s'appuie non pas sur des revendications ou des propositions que pourrait appliquer d'en haut on ne sait quel gouvernement, fût-il animé des meilleures intentions, mais bien sur un programme pour les luttes qui, partant des exigences répondant aux besoins fondamentaux de la population, s'attaque à la propriété privée et pose le problème d'un pouvoir au service des intérêts de la collectivité, d'un gouvernement des travailleurs, des salariés, des chômeurs, des jeunes.

Les revendications du plan d'urgence ne sont pas placées de façon artificielle et incantatoire. Elles partent des besoins élémentaires de la population, « *du travail et une existence digne pour tous* », selon les mots du *Programme de transition*. Ce sont en particulier l'interdiction des licenciements, la répartition du travail entre tous et l'augmentation générale des salaires, exigences qui impliquent de s'attaquer aux profits des multinationales et aux dividendes des actionnaires, le contrôle des salariés et de la population sur les augmentations des prix. La réparti-

tion du travail entre toutes les mains ouvrières implique que les salariés ayant un emploi établissent une liaison étroite avec les chômeurs, pour en exiger et imposer l'embauche dans leurs entreprises. Elle pose, en conséquence, la question du contrôle de la marche des entreprises, que celles-ci soient publiques ou privées.

Toutes ces revendications ont en commun qu'elles nécessitent de s'en prendre à la propriété privée. Plus que les revendications elles-mêmes, l'essentiel est comment elles sont articulées avec la mobilisation et l'organisation des travailleurs, leur contrôle sur l'économie, l'expropriation des gros actionnaires qui ont la haute main sur elle, et la question du pouvoir, d'un gouvernement des travailleurs, issu des mobilisations, sous le contrôle des travailleurs organisés.

Le contrôle de la population sur l'économie n'est pas le résultat de « nouveaux droits » attribués d'en haut. Au contraire, c'est par leur mobilisation dans la continuité des initiatives qu'ils ont prises pendant la pandémie par exemple dans la Santé, leur organisation sous la forme de comités ou d'assemblées élus sur les lieux de travail, d'habitation que les travailleurs peuvent exercer un contrôle sur l'économie.

### **La question de la démocratie, du contrôle au pouvoir des travailleurs**

La catastrophe écologique en cours dont la pandémie est une des manifestations rend encore plus impérieux le besoin d'apporter une réponse globale à la débâcle d'un capitalisme à bout de souffle ayant atteint ses limites historiques. Il ne peut y avoir de réponse sans une réorganisation de la production et des échanges, des choix qui rompent avec les impératifs de croissance pour les profits pour être orientés vers la seule satisfaction des besoins de la population dans le respect de l'environnement.

Tout concourt à développer la prise de conscience que les questions tant sociales qu'écologiques ou économiques ont une réponse globale, c'est-à-dire politique qui pose la question du pouvoir.

L'étouffement de toute vie réellement démocratique qui accompagne l'offensive des classes dominantes contribue à cette prise de conscience comme en témoigne le mouvement international contre les violences policières et le racisme provoqué par l'assassinat de George Floyd. Ce mouvement exprime et amplifie une prise de conscience sur le rôle de l'État et de sa police dans le capitalisme dit libéral comme complément indispensable au désordre social engendré par la libre concurrence et la course au profit.

Cette discussion, les moyens que les classes populaires, leurs organisations se donnent pour faire face aux exactions de l'État et de sa police ou de son armée, constituent une ligne de démarcation avec toutes les forces qui se veulent progressistes mais qui restent enfermées dans le cadre institutionnel et les préjugés inhérents au nom du prétendu « universalisme républicain ». De même, la question du racisme est indissociable de la question du

nationalisme et de la xénophobie qui en constitue l'incontournable corollaire.

Par ailleurs, la lutte contre les violences policières et le racisme est nécessairement une lutte contre les inégalités et les injustices, une lutte contre l'oppression et les discriminations inhérentes à la société capitaliste, à la société de classe et, dans le même temps, elle donne à la lutte contre le capitalisme sa dimension démocratique essentielle et trop souvent négligée.

L'intervention directe des travailleurs pour imposer les mesures pour empêcher la catastrophe en cours participe du combat pour la démocratie et la dignité, contre les discriminations. La lutte des femmes pour l'égalité et leur droit en est une composante motrice déterminante.

Elle débouche sur la formation de pouvoirs locaux pour imposer le contrôle, qui ne peut être garanti, institutionnalisé que si la classe des travailleurs conquiert le pouvoir pour engager le processus de révolution de la société vers le socialisme et le communisme. Ce processus ne saurait se limiter au cadre hexagonal, il se déroule au niveau européen et international. Il ne connaît pas de frontières.

### **L'organisation politique des travailleurs, la question du parti, une question de programme**

Le débat est indissociable de la discussion sur l'organisation dont le monde du travail a besoin. Lors d'une discussion sur le *Programme de transition* avec des militants américains en juin 1938, Trotsky évoquait le lien entre le programme et la construction du parti pour affirmer : « *La signification du programme c'est le sens du parti. [...] Qu'est-ce que le parti ? En quoi consiste sa cohésion ? Cette cohésion consiste en une compréhension commune des événements, des tâches, et cette compréhension commune, c'est cela le programme du parti.* »

Le besoin, la nécessité de reformuler nos objectifs stratégiques, programmatiques sont soulignés par l'impuissance de la gauche à se donner une cohérence autre que le rassemblement d'ambitions politiciennes, d'objectifs électoralistes et, au final, de trouver sa place dans la période qui vient pour participer voire cogérer le sauvetage du système. Il en est de même des directions et appareils syndicaux autour du dialogue social. « *Sortir de la crise* » signifie sortir le système de la crise, un mirage et une impasse.

Il n'y a pas de sortie de crise dans le cadre du système, il n'est pas possible de sortir le système de sa crise, les vieilles recettes réformistes sont aujourd'hui hors de l'histoire.

Nombreux sont celles et ceux qui ont conscience de la nécessité d'un plan d'urgence pour défendre les droits des travailleurs, des premiers de corvée et des invisibles, protéger la population de la pandémie et sauver la population et l'économie de la faillite du capitalisme. Un tel plan serait un outil afin d'unifier nos interventions, de leur donner une cohérence politique en soulignant la nécessité à tous les niveaux de l'intervention directe des

travailleur.e.s depuis la direction des luttes, leur coordination jusqu'à la nécessité du contrôle ouvrier sur les entreprises pour assurer le maintien des conditions de travail ; pour réquisitionner des logements vides pour permettre à tous de se mettre à l'abri correctement face au virus ; pour ouvrir les livres de comptes des entreprises qui licencient ; prendre en main les entreprises de toutes les branches stratégiques de l'économie (santé et pharmaceutique, énergie, transports, agro-alimentaire, etc.) qu'il est indispensable de socialiser ; pour contrôler la police et

ce qui se passe dans les commissariats voire se donner les moyens d'assurer la paix dans les quartiers populaires...

Il est urgent d'imaginer un avenir qui, à partir de la lutte pour satisfaire les besoins immédiats du monde du travail, ouvre la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société pour en finir avec le capitalisme et jeter les bases d'une société fondée sur la coopération et la solidarité, sur la socialisation et la planification démocratique de la production et des échanges.

*Yvan Lemaitre*